

les cultivateurs sont venus au Parlement. C'était la première fois qu'un gouvernement du Canada traitait ainsi des Canadiens. C'est presque honteux qu'un gouvernement qui a négligé notre économie rurale ait barricadé le Parlement.

A moins de considérer les ressources humaines comme de simples chiffres, ce qu'il faut faire, dans l'Est, c'est de restructurer complètement l'économie. Le cultivateur de l'Est du Canada, le travailleur agricole et le travailleur rural et semi-urbain doivent avoir accès au même genre de programmes de formation que nous avons mis à la disposition des travailleurs des villes, ce qui comprend aussi les jeunes dont j'ai parlé plus tôt. Je le demande au ministre, ne trouve-t-il pas que le taux élevé continu du chômage, au Québec et dans les provinces de l'Atlantique, est lié à l'incertitude et au malaise qui existent dans ces régions? Le ministre ne trouve-t-il pas qu'aux termes des dispositions relatives à la main-d'œuvre, un programme positif pourrait être mis au point qui tendrait à élever le niveau des compétences dans ces provinces? Voilà sûrement un secteur où le gouvernement fédéral devrait agir de façon positive et accorder toute l'aide possible aux autorités provinciales, au lieu d'ajouter à leur confusion, à leur incertitude et à leur manque d'intérêt. Je ne doute aucunement que la détérioration continue de l'économie dans l'Est rural du Canada constitue un grave problème national que le gouvernement fédéral devrait affronter et résoudre par l'établissement de programmes nationaux et non pas par l'adoption de palliatifs, qui est le propre du gouvernement actuel.

La cas de la DOSCO est un bon exemple. Quand des choses comme celle-là survenaient du temps que nous étions au pouvoir—et je prédis que nous le serons de nouveau bientôt—nos vis-à-vis, tout comme le fait maintenant le député de Norfolk, poussaient les hauts cris, se plaignant de l'inactivité du gouvernement. Aujourd'hui, ils se tournent les pouces. Chaque licenciement dans ce temps-là, était un désastre national et la faute du gouvernement conservateur. Lorsqu'ils étaient de ce côté-ci de la Chambre, ceux qui occupent les banquettes ministérielles soulevaient un beau tollé. Aujourd'hui la fermeture d'industries entières ne secoue pas leur torpeur.

M. Woolliams: Quelle suffisance.

L'hon. M. Starr: Le ministre et ses collègues pourraient lire avec profit tout un passage du rapport du Conseil économique du Canada s'ils ne l'ont déjà fait. Il figure sous

[L'hon. M. Starr.]

le titre «Implications pour la politique» à la page 283 du rapport. Le Conseil économique déclare sans ambages:

Cette situation a provoqué, au sujet de l'augmentation actuelle des dépenses gouvernementales, une inquiétude qui va grandissant et que partage le Conseil.

Le gouvernement ne peut certainement pas dire que les avertissements lui ont manqué. Voici donc un organisme gouvernemental qui fait remarquer le malaise qui règne dans le pays et qui partage ce malaise. Il ne s'agit pas uniquement des dépenses mais encore de leur orientation. Le Conseil souligne le manque de coordination, l'incapacité de définir des objectifs, les tâtonnements et la multiplicité des programmes. Il énonce des principes directeurs que le ministre des Finances ferait bien de lire à ses collègues lorsque, au cours des réunions de cabinet, il s'efforce d'obtenir qu'ils réduisent leurs dépenses pour l'année financière actuelle, sans se soucier de l'an prochain, programme pour lequel il a fait récemment une telle publicité. Comme ils ne tiennent aucun compte de ses exhortations ils pourraient reporter leur attention sur les directives du Conseil qui figurent à la page 285 du rapport.

Je propose cela au ministre parce que dans le domaine de la main-d'œuvre, nous avons affaire à des être humains, et il nous semble parfois que le gouvernement succombe à l'auto-hypnose. Il rédige des programmes sans se préoccuper de détails pratiques et il oublie que leur réussite ne peut se faire que sur le plan humain. Cela ne semble pas préoccuper certains vis-à-vis. Peu leur importe ce qui arrive aux déchets scolaires et s'ils rejoignent les *hippies*, le gouvernement s'en soucie peu. D'autres organismes de l'État peuvent s'occuper de ce problème. Je demande au ministre d'examiner cette situation et de participer à la planification des programmes de recyclage qui pourraient être offerts maintenant à ces jeunes gens, de manière à leur donner foi en leur pays et à les encourager à chercher un meilleur mode de vie.

J'aimerais parler brièvement de l'immigration. Le gouvernement, me semble-t-il, ne devrait pas appliquer trop rigoureusement le régime de points aux être humains. Dans l'univers contemporain, on a tendance à utiliser des chiffres et des points à l'endroit d'être humains. Je signale au ministre que notre pays n'a pas été édifié par des gens qui sont venus ici d'après un système de points. Il n'était pas question d'un système semblable à cette époque. Notre pays a été édifié par toutes sortes de personnes, dont un grand nombre auraient eu beaucoup de mal à être